

Akram Belkaïd

L'ALGÉRIE

Un pays empêché

en 100 questions



Tallandier

L'ALGÉRIE
en 100 questions

DU MÊME AUTEUR

ESSAIS ET DOCUMENTS

ILYM, Irak, Libye, Yémen, médias. Quel rôle pour les médias dans les pays en crise, avec Agnès Levallois et Claire Talon, Paris, L'Harmattan/CFI/iReMMO, 2017.

Retours en Algérie, Paris, Carnets Nord, 2013.

Être arabe aujourd'hui, Paris, Carnets Nord, 2011.

Un regard calme sur l'Algérie, Paris, Seuil, 2005.

L'Algérie en guerre civile, avec Jean-Pierre Peyroulou, Paris, Calmann-Lévy, 2002.

À la rencontre du Maghreb, Paris, La Découverte/Institut du monde arabe, 2001.

Les 100 Portes du Maghreb, avec Benjamin Stora, Paris, L'Atelier, 1999.

NOUVELLES ET CHRONIQUES

Pleine lune sur Bagdad, Paris, Erick Bonnier Éditions, 2017.

La France vue par un blédard, Paris, Éditions du Cygne, 2012.

Akram Belkaïd

L'ALGÉRIE
en 100 questions

Un pays empêché

2^e édition

TALLANDIER

Collection « en 100 questions »
créée par François-Guillaume Lorrain

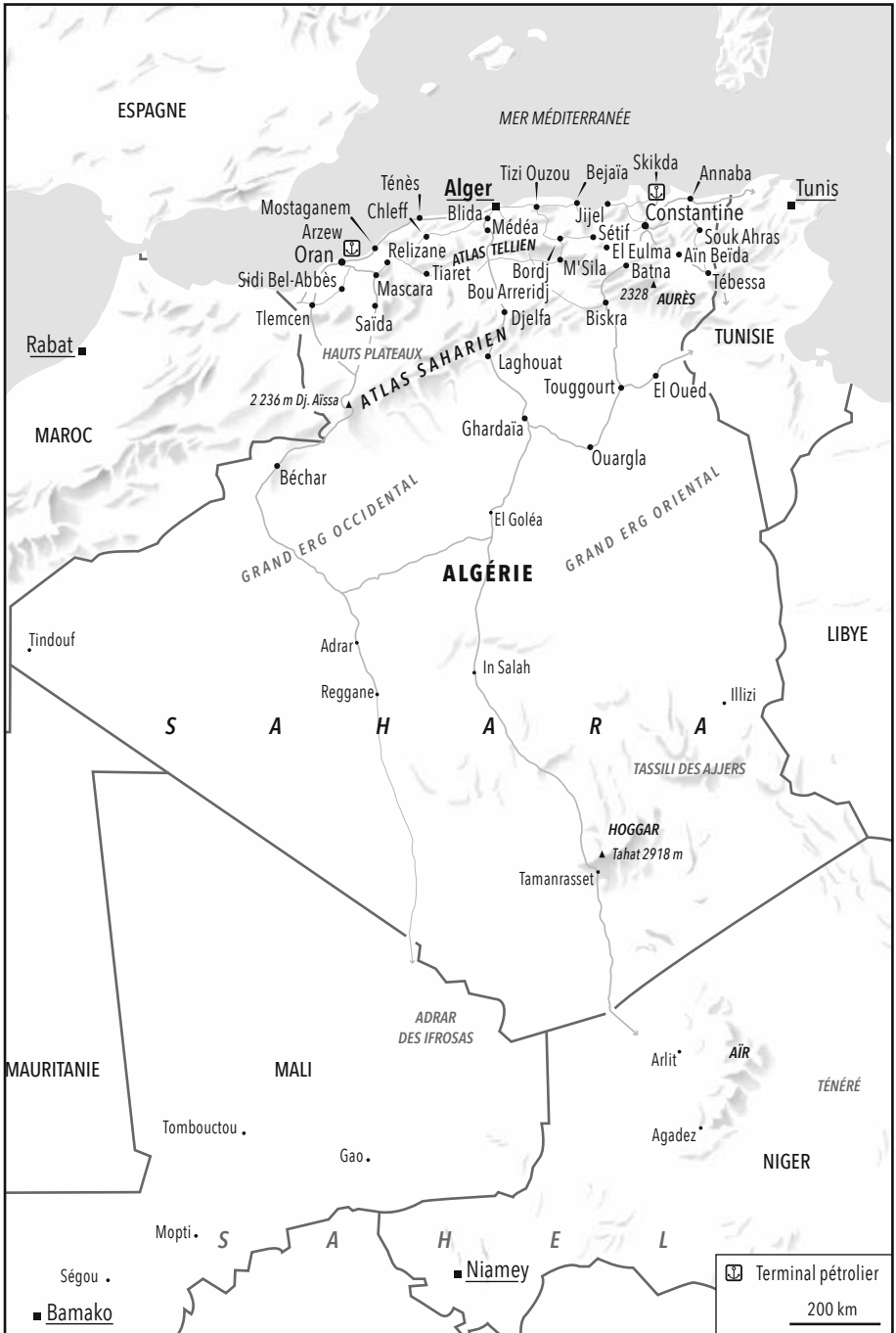
Carte : © Légendes Cartographie/Éditions Tallandier, 2019

© Éditions Tallandier, 2019 et 2020 pour la présente édition
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-4391-6

À Yacine Belkaid

L'Algérie



Introduction

Le vendredi 22 février 2019, partout en Algérie, des centaines de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants triomphaient du mur de la peur en manifestant pacifiquement contre la candidature du président Abdelaziz Bouteflika à un cinquième mandat.

En sortant dans la rue, en occupant l'espace public, en multipliant slogans et chants hostiles au régime, le peuple algérien a bouleversé la donne politique dans un pays dirigé par le même système depuis l'indépendance de juillet 1962. Abdelaziz Bouteflika, lâché par l'armée, a finalement démissionné début avril et a renoncé à se représenter. Une première victoire pour le « Hirak », terme désormais consacré qui signifie « mouvement » ou « mouvement en cours ». Par la suite, ni le jeûne du ramadan, ni la fournaise de l'été, ni les pluies glaciales de l'hiver, ni les arrestations pour délits d'opinion, ni les menaces de l'état-major militaire, ni les violences exercées par des voyous à la solde de clans du pouvoir, n'ont eu raison de cette détermination. « *Ma ranach habsine !* » (« On ne s'arrêtera pas ! »), tel est l'un des messages récurrents des manifestants. Après avoir obtenu

le départ de Bouteflika et l'annulation, à deux reprises, de l'élection présidentielle, les « hirakistes » veulent que leur pays s'engage enfin dans la démocratie, n'hésitant pas à revendiquer une « nouvelle indépendance ».

Cette exigence de changement est à la hauteur du sentiment de gâchis que tous les Algériens ressentent. Ils savent que leur pays dispose de tous les atouts nécessaires à un développement réussi. Sa population de plus de quarante millions d'habitants est suffisamment importante pour créer un marché domestique capable de soutenir une économie performante. Fer de lance du Hirak, la jeunesse a démontré ses capacités d'organisation et sa maturité politique. Sur le plan des richesses naturelles, le sous-sol algérien est l'un des mieux dotés du continent africain et du monde arabe. Le pétrole, le gaz naturel et les hydrocarbures de schiste garantissent une indépendance énergétique d'au moins un siècle, si ce n'est plus. Et l'uranium présent en grandes quantités dans le Sud saharien offre des possibilités d'utilisation de l'énergie nucléaire. Enfin, la richesse de ce pays lui vient aussi du ciel puisque, pour reprendre le propos du Nobel d'économie Carlo Rubbia, « au Sahara, il pleut chaque année l'équivalent d'un baril de pétrole par mètre carré sous forme d'énergie solaire ». Autre point important, l'Algérie dispose de quantités d'eau importantes dans le Nord mais aussi sous forme de nappes fossiles au Sahara. De quoi assurer une production agricole conséquente qui réduit de façon appréciable la dépendance alimentaire à l'égard de l'extérieur.

L'eau, l'énergie et, surtout, les femmes et les hommes : en théorie, ce triptyque devrait constituer la clé de voûte d'un modèle algérien triomphant. Et pourtant... Quel que

soit le classement international traitant du développement économique, du bien-être de la population ou de l'évolution des indicateurs sociaux, l'Algérie stagne quand elle n'est pas tout simplement en queue de peloton. Certes, beaucoup de progrès ont été réalisés depuis l'indépendance. Le taux d'analphabétisme ne dépasse pas 10 %, l'électrification couvre 95 % des territoires habités et l'espérance de vie est l'une des plus élevées du continent africain : 77,6 ans pour les femmes, 75,1 pour les hommes. Mais, conséquence perverse de la rente garantie par les exportations d'hydrocarbures, l'économie est très peu diversifiée (95 % des exportations concernent les hydrocarbures), le chômage des jeunes est endémique et la corruption fait des ravages. L'Algérie *pourrait*. Mais, jusqu'à présent, elle est arrivée à peu, donnant l'impression de se chercher en permanence comme si de puissantes forces invisibles l'empêchaient de prendre enfin son envol.

Sur le plan politique, aucune alternance n'a eu lieu depuis l'indépendance de 1962, et le même système de pouvoir perdure. Né de la guerre d'Algérie et de la prééminence de l'Armée nationale populaire (ANP) et du Front de libération nationale (FLN), il ne consent qu'une démocratie formelle. La répression judiciaire exercée contre des figures du Hirak, mais aussi de dizaines d'anonymes, démontre que le régime ne lâchera pas prise facilement. Certes, la disparition du chef d'état-major, le général Ahmed Gaïd Salah, qui fut à la manœuvre jusqu'à l'élection du président Abdelmadjid Tebboune en décembre 2019, est susceptible d'ouvrir des perspectives en matière d'ouverture politique. Mais rien n'est joué. Le « dialogue » promis par le nouveau président ne convainc guère des manifestants qui savent

INTRODUCTION

que le régime excelle dans les manœuvres dilatoires et dans l'art de faire en sorte que seules les apparences changent.

L'Algérie, dont la politique extérieure est un savant mélange de souverainisme exacerbé, d'anti-impérialisme, mais aussi de pragmatisme, demeure indéchiffrable dès lors qu'il s'agit d'en connaître les mécanismes internes. Si l'on parle beaucoup de ses dirigeants, du rôle de l'armée et de ses services secrets, on en connaît mal la société. Ses héritages culturels et linguistiques, ses courants littéraires et artistiques, n'ont pas grande audience même si quelques écrivains francophones connaissent un succès international. Mieux connaître ce pays, sa culture, les convictions de sa population, la manière dont cette dernière entretient son rapport au monde, c'est comprendre les raisons de l'émergence du Hirak. C'est aussi prendre la mesure de cet empêchement dont celles et ceux qui « vendredisent » – qui manifestent tous les vendredis – cherchent vaille que vaille à se libérer.

DE L'ANTIQUITÉ
À LA GUERRE D'ALGÉRIE

D'où viennent les Algériens ?

Si l'on s'en tient au discours officiel, les Algériens sont des Arabes et l'Algérie fait partie intégrante du monde arabe ou, dans un sens plus large, du vaste ensemble arabomusulman. Cette définition mérite d'être nuancée dans la mesure où elle est surtout fondée sur des considérations politiques inspirées par les luttes anticoloniales et le nationalisme panarabe. Car, sur le plan génétique, les Algériens, dans leur grande majorité, sont avant tout d'origine berbère et leur lien avec la péninsule arabique ou le Moyen-Orient est surtout linguistique et religieux.

Sur le plan ethnique, l'Algérie, comme le reste du Maghreb central, a d'abord été habitée par une population berbère autochtone, laquelle a subi une multitude d'invasions porteuses, à chaque fois, de nouveaux apports démographiques. Phéniciens, Grecs, Romains puis Vandales, Byzantins, Arabes, Turcs et Français se sont succédé au fil des siècles mais c'est la conquête musulmane, à partir du milieu du VII^e siècle de notre ère, qui a façonné de manière durable l'identité de la population. Contrairement à une idée reçue, cet apport démographique en provenance

d'Orient a été modeste. Les cavaliers de l'islam sont arrivés seuls, sans femmes et enfants, et nombre d'entre eux ont fait souche sur place. D'ailleurs, ce sont surtout des tribus berbères islamisées qui ont constitué le fer-de-lance de la conquête musulmane de la péninsule ibérique. La seule invasion de grande ampleur au Maghreb sur le plan démographique est celle de la confédération tribale des Banu Hilal venue des confins de l'Arabie au XI^e siècle. Combattues par les Berbères, ces tribus ont fini par être défaites et reléguées dans les confins de l'Ouest maghrébin.

Des enquêtes génétiques effectuées depuis quelques années, et dont les résultats ont été repris par la presse algérienne, démontrent que 65 à 75 % de la population est berbère même si la proportion des berbérophones est moins importante (30 à 40 % de la population). Cette différence n'a rien d'étonnant car, au fil des siècles, de nombreuses tribus berbères ont adopté la langue du Coran. Dès lors, la dualité habituelle qui oppose Arabes et Berbères en Algérie n'est pas pertinente. Au lieu de cela, il est plus indiqué de parler de berbérophones et d'arabophones. Une autre manière de définir les Algériens serait de parler de berbéro-arabes.

Dans les faits, l'identité berbère des Algériens continue toutefois de faire débat, de nombreux arabophones ayant du mal à assumer cet héritage. Sacralisée, assimilée au combat anticolonial, l'identité arabe, encore une fois indéniable ne serait-ce que sur les plans religieux et culturels, fait figure de totem ou de dogme. Ses partisans insistent sur le lien ethnique qui les unirait avec les autres peuples arabes tandis que ses détracteurs exigent que le caractère

DE L'ANTIQUITÉ À LA GUERRE D'ALGÉRIE

berbère de l'Algérie et des Algériens soit reconnu sans aucune ambiguïté.

Les études montrent, par ailleurs, que 15 à 20 % de la population ont des origines proche-orientales, le reste des Algériens (10 %) ayant des liens génétiques avec l'Europe de l'Ouest et la Turquie.

2

Quels sont les grands sites archéologiques algériens ?

De par son histoire, l'Algérie abrite de nombreux sites archéologiques dont certains sont classés au patrimoine mondial de l'humanité établi par l'Unesco. L'un des plus célèbres d'entre eux est celui des ruines romaines de la ville côtière de Tipasa, à 50 kilomètres à l'ouest d'Alger. Des milliers de personnes à travers le monde connaissent les premières lignes de *Noces*, l'essai de l'écrivain Albert Camus : « Au printemps, Tipasa est habitée par les dieux et les dieux parlent dans le soleil et l'odeur des absinthes, la mer cuirassée d'argent, le ciel bleu écru, les ruines couvertes de fleurs et la lumière à gros bouillons dans les amas de pierres. »

D'autres sites, bien plus importants en superficie et en monuments, témoignent du passé romain de l'Algérie. C'est le cas des anciennes villes de Timgad et de Djemila, toutes les deux situées dans les hauts plateaux du nord-est de l'Algérie. Timgad, ou Thamugadi, fut une colonie de près de 100 hectares fondée par l'empereur Trajan au début du II^e siècle de notre ère. Son bon état de conservation

donne un aperçu de ce qu'était une ville romaine avec ses temples, ses rues pavées, son forum, ses bains et ses théâtres. De son côté, la colonie de Djemila fut fondée à la fin du 1^{er} siècle apr. J.-C. Elle aussi est bien conservée et possède un imposant amphithéâtre ainsi qu'un impressionnant arc de triomphe et un système d'égouts.

D'autres vestiges remontent à des périodes antérieures et sont peu connus à l'étranger. Il s'agit, par exemple, des tombeaux des rois numides qui ont une forme de pyramide circulaire et que l'on retrouve disséminés dans les hauts plateaux à l'ouest comme à l'est du pays. Le Medracen, mausolée du roi numide Madghis, remonterait au III^e siècle av. J.-C. et se situe dans la chaîne montagneuse des Aurès (est du pays). Selon plusieurs sources, il s'agit du plus ancien monument antique du Maghreb central. La presse algérienne s'inquiète régulièrement de son état de dégradation avancée malgré son classement au patrimoine universel. Un autre monument semblable et peu connu lui aussi se situe sur les hauteurs de Tipasa. Il s'agit du mausolée royal de Maurétanie que l'on appelle également Tombeau de la chrétienne.

On trouve aussi en Algérie des constructions qui remontent au Moyen Âge notamment des mosquées ou des citadelles comme celle de la Kalaâ des Beni Hammad (XI^e siècle). De même, la vallée du Mزاب, aux portes du désert, est-elle un joyau architectural avec les cités fortifiées construites par les populations de rite ibadite, un courant très minoritaire de l'islam. Là aussi, les constructions traditionnelles sont menacées par le béton et l'urbanisation anarchique. Enfin, l'un des plus beaux trésors architecturaux de l'Algérie se trouve à Alger. Il s'agit

DE L'ANTIQUITÉ À LA GUERRE D'ALGÉRIE

de la Casbah, une médina de style berbéro-arabe dont les fondations remontent à l'Antiquité, même si la cité en tant que telle s'est développée au x^e siècle. Haut lieu historique – elle fut le cœur de la bataille d'Alger (1957) durant la guerre d'Algérie –, la Casbah ne cesse de se dégrader malgré plusieurs plans de réhabilitation. Nombre d'Algériens craignent qu'elle ne soit rasée au profit de projets immobiliers.

Qui furent les grands rois berbères ?

L'histoire antique de l'Algérie se confond avec celle du Maghreb central et du règne de plusieurs rois berbères ou amazighs. L'un des plus célèbres d'entre eux est Massinissa (ou Massensen) qui vécut de 238 à 148 av. J.-C. Lors de son règne (203-148 av. J.-C.), il est le premier roi à avoir réussi à unifier la Numidie. D'abord allié et ami de Rome – sa cavalerie contribua à la défaite des Carthaginois lors de la bataille de Zama – il en devient ensuite le rival, et sa célèbre phrase « l'Afrique est aux Africains » est restée dans l'histoire. Massinissa a considérablement modernisé l'Afrique du Nord, frappant sa propre monnaie et développant le commerce avec Rome, les cités grecques et les cités phéniciennes.

Jugurtha (Yugurten) est quant à lui le petit-fils de Massinissa. Il a vécu de 160 à 104 av. J.-C. et son règne a duré treize ans de 118 à 105 av. J.-C. L'histoire de Jugurtha est celle d'un prince de second rang (sa mère était une esclave) qui élimine ses rivaux par la guerre et les assassinats pour prendre le pouvoir. Ayant été officier dans les troupes numides auxiliaires de l'armée romaine

qui combat en Hispanie, Jugurtha est d'abord considéré comme un allié de Rome lorsqu'il accède au trône. Mais il finit par se rebeller contre l'autorité romaine. La « guerre de Jugurtha » décrite par l'historien romain Salluste dure sept ans. Rome est plusieurs fois battue et le roi numide pratique la stratégie de la terre brûlée, une tactique qui consiste à détruire récoltes et habitations afin d'affaiblir l'ennemie, et que reprendront à leur compte de futurs envahisseurs du Maghreb. Trahi et livré aux Romains par son beau-père, Jugurtha meurt en prison à Rome.

Des grands rois berbères, Juba II (Yuba), qui est aussi un homme de sciences et de lettres, est le moins connu alors que le Maghreb central lui doit nombre de constructions antiques encore visibles aujourd'hui. Né en 52 av. J.-C. et mort en 23 apr. J.-C., il est d'abord un otage élevé à Rome par Octavie la sœur d'Octave, le futur empereur Auguste. Marié à Cléopâtre Séléne, fille de Cléopâtre et d'Antoine, il est installé sur le trône numide par Rome en 25 av. J.-C. Son règne est marqué par un important rayonnement culturel. Les villes s'embellissent, à l'image de sa capitale Césarée de Maurétanie, l'actuelle Cherrhell, et de Tipasa.

Deux autres figures emblématiques méritent d'être signalées. Il y a d'abord Tacfarinas (Tikfarin), ancien soldat romain puis chef de la révolte berbère contre Rome en 17 apr. J.-C. Sa guerre, qui dura sept ans comme celle de Jugurtha, est restée dans la mémoire collective en tant que symbole de la résistance berbère aux invasions – il mourra d'ailleurs au combat en 24 apr. J.-C. Tacfarinas est aussi resté dans l'histoire pour sa stratégie de guérilla et de harcèlement des forces romaines. Mentionnons enfin

DE L'ANTIQUITÉ À LA GUERRE D'ALGÉRIE

la Kahina, surnom de la reine guerrière berbère Dihya qui combat les troupes musulmanes lors de leur conquête du Maghreb. Morte les armes à la main en 703, la Kahina est une figure historique emblématique de l'Algérie, notamment en Kabylie et dans les Aurès.

Que reste-t-il de la présence turque ?

De 1512 jusqu'à la prise d'Alger par les troupes françaises en juillet 1830, l'Algérie faisait partie de l'Empire ottoman, même si les beys qui la gouvernaient disposaient d'une très large autonomie par rapport à la Sublime Porte. De prime abord, il ne reste pas grand-chose aujourd'hui de cette présence turque de plus de trois siècles. Il faut dire que les Ottomans, qui habitaient essentiellement les grandes villes des zones côtières, n'étaient pas très nombreux et que leur présence s'est diluée au fil des ans par le biais de mariages contractés avec des Algériennes, qu'elles fussent berbérophones ou arabophones. Ces unions ont donné naissance à des « kouloughlis » – enfants issus de mariages mixtes –, terme que l'on retrouve encore en Algérie notamment sous la forme de noms de famille. On estime à moins de 5 % la population algérienne ayant des origines turques. Cette minorité n'est pas turcophone et n'a guère de liens familiaux avec la Turquie actuelle. Toutefois, des associations tentent vaille que vaille de réhabiliter le patrimoine et le legs turcs. Dans un pays parfois tiraillé par ses questions identitaires et par l'opposition

Berbères/Arabes, revendiquer des origines turques permet ainsi de se singulariser.

Outre les noms de famille, c'est sur les plans linguistique et culinaire que l'on retrouve des vestiges de la présence ottomane en Algérie. De nombreux noms de métiers (qui se finissent souvent par la syllabe « dji ») et d'outils sont tirés du turc, de même que des noms de plats (*dolma*, *rechta*, *bouraks*) et de pâtisseries (*baqlawa*, *samsa*, *qtayef*). La *darja* algérienne, autrement dit la langue arabe propre à l'Algérie, comprend un millier de mots turcs, certains étant fréquemment employés sans que leurs locuteurs en connaissent l'origine.

Depuis le début des années 2000, la Turquie bénéficie d'une aura nouvelle en Algérie. Déjà, dès les années 1980, c'est dans ce pays que les jeunes trabendistes (commerçants qui importaient des marchandises pour les écouler sur le secteur informel) s'approvisionnaient en vêtements divers. Par la suite, le succès des feuilletons et séries en provenance des studios du Bosphore a donné une image séduisante de la Turquie sous la forme d'un pays moderne mais respectueux des traditions musulmanes. Autre facteur ayant contribué à une « résurgence turque » en Algérie, le volontarisme du Premier ministre puis président Recep Tayyip Erdoğan désireux, dès son arrivée au pouvoir en 2002, de renouer avec le monde arabe et de faire endosser à son pays le rôle de défenseur des Palestiniens.

Des universitaires algériens ont aussi découvert que la Turquie moderne détient un nombre important d'archives ottomanes concernant les populations algériennes qui dépendaient de la Régence. Impôts, état civil, titres de propriété, litiges juridiques, découpage administratif,

cartographie des tribus : cette source abondante d'informations commence à peine à être exploitée. Elle permet aux Algériens d'avoir une idée plus précise de ce qu'était leur société avant la conquête française de 1830. L'engouement est tel que les autorités envisagent d'introduire l'apprentissage de la langue turque dès le collège.

Pourquoi la conquête française fut-elle un traumatisme pour les Algériens ?

C'est en juillet 1830, au terme d'une campagne militaire de quelques semaines, que les troupes du comte de Bourmont, soit près de 37 000 hommes, prennent la ville d'Alger après la très rapide capitulation du dey ottoman. Ce raid militaire, qui permet, entre autres, de faire main basse sur le trésor de la Régence ottomane d'Alger, ouvre la voie à une lente mais inexorable conquête de tout le pays. D'abord réticents à une prise de contrôle totale, les chefs militaires, dont le maréchal Bugeaud, se rangent aux décisions politiques qui exigent l'annexion des trois anciennes provinces ottomanes. Dès le départ, la conquête est avant tout une affaire de violences infligées aux populations musulmanes. Les combats sont rudes et les civils subissent les attaques et les représailles incessantes de l'armée française. Entre 1840 et 1846, des tribus réfugiées dans des grottes sont ainsi enfumées jusqu'à la mort par ordre du commandement français. D'autres tribus sont déplacées de force, parfois même éparpillées en plusieurs points du pays. Dans certains cas, des chefs de régiment

attribuent des primes pour chaque paire d'oreilles apportée. Les massacres sont fréquents et provoquent même parfois l'indignation à Paris.

En 1832, l'émir Abdelkader appelle à la résistance et, fort de quelques succès militaires, il obtient de la France en 1837 qu'elle reconnaisse par un traité, dit de la Tafna, sa souveraineté sur les deux tiers du pays. Mais les combats reprennent très vite et après plusieurs revers, dont la prise de sa smala, véritable ville itinérante, en mai 1843, l'émir se rend le 23 décembre 1847. Moins d'un an plus tard, et tandis que la « pacification » – comprendre la mise au pas armée des tribus qui refusent de se soumettre – se poursuit notamment dans l'est du pays, l'Algérie est proclamée dans la Constitution partie intégrante de la France (12 novembre 1848). Cette annexion est entérinée en 1881 par la III^e République, les autorités françaises promulguant dans la foulée un Code de l'indigénat pour les musulmans, qui deviennent ainsi des sujets et non des citoyens. Terre française divisée en trois départements, l'Algérie est ouverte à la colonisation. Les expulsions, les déplacements forcés de population, les confiscations des terres, comme celles des tribus ayant rejoint la révolte du bachaga Mokrani en 1871, permettent d'attirer des populations venues de France mais aussi d'Espagne, d'Italie, de Malte et même de Suisse. C'est la grande différence avec la Tunisie et le Maroc qui, quelques décennies plus tard, seront des protectorats qui ne seront jamais intégrés au territoire français.

La mémoire collective algérienne a gardé un souvenir de cette période par le biais, entre autres, de la poésie populaire. Des historiens algériens n'hésitent pas aujourd'hui

à qualifier cette conquête de « génocidaire », car destinée à faire place nette pour ouvrir la voie à des colonies de peuplement européen. D'autres spécialistes insistent sur la déstructuration violente de la société et sa perte de repères. À cette cassure originelle s'ajouteront le poids de 132 ans de domination coloniale et les conséquences d'épisodes particulièrement violents dont celui de la guerre d'indépendance (1954-1962).

Quelles sont les racines du nationalisme algérien ?

Au début du ^{xx}e siècle, la France est solidement installée en Algérie. Certes, des révoltes sporadiques éclatent ici et là mais le pays est « tenu », la colonisation se poursuit, une population d'origine européenne s'installe dans les campagnes mais aussi dans les villes et compte même déjà deux voire trois générations. C'est à cette époque que des courants intellectuels algériens, inspirés par la *nahda* (renaissance) égyptienne et libanaise, apparaissent. Sans revendiquer ouvertement l'indépendance, ils plaident pour plus de droits en faveur de la population musulmane dont 173 000 hommes ont participé, de gré ou de force, à la Première Guerre mondiale. L'émir Khaled, descendant de l'émir Abdelkader, ainsi que de nombreux oulémas (jurisconsultes) incarnent ce mouvement. Khaled remporte d'ailleurs les élections municipales à Alger en novembre 1919, mais le scrutin est annulé par l'administration coloniale. Il faut attendre 1926 et la naissance à Paris de l'Étoile nord-africaine (ENA), pour que s'affirme un courant nationaliste radical revendiquant clairement l'indépendance de l'Algérie